

« Les Experts » (2013), chapitre inédit de *Ma vie atomique*
(Éd. Calmann-Lévy, octobre 2016) ;
récit de Jean Songe

NOS AMIS LES EXPERTS

« La conscience et la vertu des privés de Hammett et Chandler, c'est simplement le refus de hurler avec les loups, la volonté de faire usage de son intelligence et de son libre arbitre, au milieu d'un monde où il semble qu'on peut seulement survivre si on s'occupe de faire beurrer son râtelier par les puissants, sans s'occuper de leurs buts. »
(J.-P. Manchette)

« Les experts sont malheureux, car ils n'ont pas la parole », se plaignait Bernard Lerouge. On ne doit pas vivre dans le même monde. Ils sont partout, à semer leurs mots creux à tous vents. On les consulte, on les écoute, on les dorlote, on les invite à des débats, on les questionne sur la moindre péripétie (géopolitique, financière, technologique, sanitaire, etc.) et on prend pour argent comptant leurs blablas, sans oser les défier, comme si leurs minuscules parcelles de savoir les autorisaient à s'exprimer sur tous les sujets. Ils nous cernent et l'ouvrent à tout bout de champ. On pourrait dire : « Dans la rue on ne verra bientôt plus que des experts, et on aura toutes les peines du monde à y découvrir un homme » (détournement de la formule d'Arthur Cravan, j'ai juste remplacé « artistes » par « experts »). Ils ont confisqué la parole publique (putain, mais ferme ta gueule, Franz-Olivier Giesbert (expert en platitudes) ! Rejoins les chiens et les chats, tes frères de douleur, et va te rouler dans les bacs à crottes en leur compagnie, ça nous fera des vacances).

Günther Anders les appelle les « putains gratuites », « parce qu'ils ont montré cette complaisance que l'on attendait d'eux de façon si prévenante qu'on n'eut pas besoin du tout de la leur demander d'abord ou de l'obtenir d'eux par la contrainte. Ils étaient précisément des “volontaires” ». Anders pointait du doigt les artistes, les scientifiques et les intellectuels qui avaient approuvé la déclaration de guerre de 1914. On a oublié le nom des philosophes Max Scheller et Georg Simmel, comme on oubliera celui de nos contemporains qui se font les alliés et les relais (les valets) de la pensée dominante, comme quoi hors du nucléaire il n'y aurait point de salut.

Un des bijoux de l'expertise nucléaire a été publié dans le *Spiegel*, le 19 mai 1986. Hans Blix, directeur général de l'AIEA, et Morris Rosen, Chef du Service pour la Sécurité nucléaire, livraient leurs impressions post-Tchernobyl. Morceaux choisis :

Spiegel : N'étiez-vous pas effrayés de ce que vous avez vu à Tchernobyl ?

Blix : Naturellement. La vue du réacteur détruit était terrifiante. [...] Nous préférons les réacteurs qui travaillent et qui fonctionnent aux réacteurs détruits.

S. : Saurons-nous jamais ce qui s'est réellement produit ?

Blix : Nous sommes convenus que les Soviétiques se rendront à Vienne pour une réunion d'experts d'ici à deux mois. Ils fourniront une analyse détaillée.

S. : Les résultats en seront-ils publiés ?

Blix : Non, seuls les experts nucléaires des pays membres de notre organisation (l'AIEA) y prendront part.

S. : Existait-il pour un tel cas des plans de sauvetage ?

Blix : Non, nous ne savons rien à ce sujet. Il y en a peut-être, mais nous n'en avons pas parlé avec les Russes.

S. : Pourquoi n'avez-vous pas posé la question ?

Blix : Ce n'était pas l'objectif essentiel de notre voyage. Nous ne sommes pas allés là-bas en commission d'enquête, mais pour parler de coopération internationale et d'échange d'informations.

S. : Mais votre organisation publie pourtant les nombreuses directives de sécurité prévues pour de telles situations. Ne vouliez-vous même pas savoir si vos directives avaient été lues ?

Rosen : Nous poserons cette question aux Russes quand ils viendront à Vienne.

Blix : Laissez-moi ajouter ceci : lorsque vous parlez sur place avec différentes personnes, vous recevez des réponses variables, et il en va de même à l'Ouest. Si vous interrogez trois personnes, vous obtenez trois réponses différentes.

S. : Connaissez-vous l'étendue de la pollution aux alentours de la centrale et en Ukraine ?

Blix : Les Russes sont optimistes. Ils pensent qu'ils seront en mesure de nettoyer la région. L'exploitation agricole pourra reprendre.

S. : En combien de temps ?

Blix : Nous n'avons parlé ni de la date où les travaux commenceront, ni de la durée qui leur sera nécessaire.

S. : Quelle était l'intensité de l'irradiation ? 400 ou même 1 000 rems ?

Rosen : Nous n'avons pas posé la question.

S. : Pourquoi pas ?

Rosen : Nous n'étions pas sur place pour évaluer à quelles doses la population avait été exposée.

S. : Nous ne parvenons pas à comprendre pour quelle raison vous n'avez pas posé cette question, qui est de la plus haute importance pour les suites qui menaceront tous les pays voisins.

Rosen : Ce que les gens dans les pays voisins absorberont comme doses reste évidemment dépourvu de conséquences importantes.

Blix : Il est bien sûr très important de savoir combien de retombées il y a eu en Ukraine, et quelle quantité d'irradiation humaine s'y est produite. Mais cela n'a pas de conséquences sur les doses auxquelles seront exposés les Suédois ou les Finlandais.

S. : Avez-vous des indices indiquant que les essais nucléaires militaires antérieurs avaient libéré des quantités de radiations plus grandes que Tchernobyl ?

Blix : Non, nous ne nous préoccupons pas de ces essais. Notre organisation ne s'occupe que de l'industrie nucléaire civile.

S. : Vous voici bien timides. Le réacteur de Tchernobyl, ce modèle bien précis, ne travaille pas seulement pour la production d'énergie civile, mais aussi à des fins militaires.

Blix : Ceci ne nous est pas connu. Certains en ont effectivement parlé.

S. : N'avez-vous jamais posé cette question en URSS ?

Blix : Non, mais je peux vous dire que ce réacteur se trouvait sur la liste de ceux que l'URSS avait signalés l'année dernière pour l'inspection par notre service de sauvegarde. Ce service s'assure qu'aucune matière fissile dans une centrale civile n'est utilisée à des fins militaires. Nous n'avons cependant jamais demandé d'inspecter Tchernobyl.

[...]

Rosen : Je suis sûr que les pilotes d'hélicoptère ont été exposés à des radiations.

S. : À des radiations importantes ?

Blix : Nous l'ignorons.

Rosen : Ils furent exposés, devrions-nous peut-être dire, à des quantités significatives de radiations.

Blix : Mais nous n'avons pas d'idée plus précise. Nous ignorons vraiment tout chiffre précis.

Rosen : Je peux simplement vous dire ceci. Lorsque nous survolâmes la centrale à 800 mètres d'altitude – bien sûr, c'était une semaine et demie après l'accident – nous relevâmes des doses maximales de 375 milliröntgens par heure.

S. : Comment les hélicoptères pouvaient-ils jeter du sable de 800 mètres d'altitude sur le réacteur ?

Blix : Nous n'avons jamais affirmé que le sable était projeté d'une telle altitude.

Rosen : Les Soviétiques utilisaient des parachutes et devaient donc sans doute être encore plus éloignés de la cible. Mais ce ne sont là aussi que des spéculations.

S. : De nombreux spécialistes ont déjà critiqué les normes de sécurité des centrales soviétiques. Elles n'ont pas d'enceinte de protection. Aviez-vous parlé de la sécurité insuffisante des réacteurs avec les Russes avant cet accident ?

Rosen : Nous ne disposons d'aucune preuve de ce caractère insuffisant.

S. : Pouvez-vous au moins nous dire si les réacteurs soviétiques sont plus sûrs ou moins sûrs que les réacteurs occidentaux ?

Blix : Il s'agit d'autres modèles.

S. : Un mois avant l'accident, Lioubov Kovalevska, sans doute une personne initiée, publia dans la *Literatournaïa Ukraina* un rapport sur la centrale de Tchernobyl. Ce rapport traçait un tableau horrifant des pannes qui se sont produites pendant la construction de la centrale : travail bâclé, matériel pourri, calendrier des travaux dangereusement hâté. Avez-vous lu ce rapport avant que l'accident ne survienne ?

Blix : Non, je ne l'ai pas lu.

Rosen : Je connais certains des commentaires qui existent à ce sujet. Mais il y eut des rapports similaires relatifs au travail bâclé lors de la construction des réacteurs US.

S. : Ce rapport ne vous a donc pas rendus nerveux ?

Rosen : Nerveux, pourquoi ?

S. : En raison des dangers pour les êtres humains et l'environnement.

Rosen : Je m'intéresse aux commentaires faits sur tous les réacteurs. Je les archive pour un éventuel usage futur.

Les Laurel et Hardy de l'atome, si ce n'est que le duo comique était merveilleux et que ces deux-là sont sinistres, ignorants et ne (se) posant pas de questions. Hans Blix, qui déclarait à une conférence de presse en janvier 1987 : « La zone située entre 10 et 30 km autour de la centrale pourra recommencer à être repeuplée de ses habitants cette année. » Fidèle à lui-même, preuve qu'il vieillit bien, il a qualifié la catastrophe de Fukushima d'« accident de parcours et qui conduira à renforcer la sécurité du nucléaire. » Comme après Three Mile Island et Tchernobyl.

« Tous les experts sont médiatiques-étatiques, et ne sont reconnus experts que par là. Tout expert sert son maître, car chacune des anciennes possibilités d'indépendance a été à peu près réduite à rien par les conditions d'organisation de la société présente. L'expert qui sert le mieux, c'est, bien sûr, l'expert qui ment. Ceux qui ont besoin de l'expert, ce sont, pour des motifs différents, le falsificateur et l'ignorant. Là où l'individu n'y reconnaît plus rien par lui-même, il sera formellement rassuré par l'expert. Il était auparavant normal qu'il y ait des experts de l'art des Étrusques ; et ils étaient toujours compétents, car l'art étrusque n'est pas sur le marché. Mais, par exemple, une époque qui trouve rentable de falsifier chimiquement nombre de vins célèbres ne pourra les vendre que si elle a formé des experts en vins qui

entraîneront les caves à aimer leurs nouveaux parfums, plus reconnaissables. » (Guy Debord, Commentaires sur la société du spectacle)

J'aimerais être pauvre comme Michel Serres.

L'homme a une bonne tête de papy sympathique à qui on confierait ses petits-enfants sans la moindre arrière-pensée.

« Je suis professeur, j'ai donc un salaire relativement misérable », confessait l'admirable vieil homme dans *Ce soir ou jamais*, l'émission télévisuelle de Frédéric Taddeï. Il se fout de l'argent, ça l'emmerde les millions, les banquiers, très bien, admirable, sage, philosophe. On n'en attend pas moins de lui. Ce soir là, il avait remporté une victoire facile et s'était attiré les bonnes grâces du public et des téléspectateurs en poussant un coup de gueule contre le juriste Mathieu Laine que l'argent avait l'air de faire bander. À un invité qui lui faisait la remarque sur sa pauvreté toute relative, Serres faisait la leçon et rattrapait le coup en distinguant pauvre, indigent et misérable. Clap, clap.

C'est que, le pauvre, il est obligé de cumuler les petits jobs pour joindre les deux bouts (dans la joie). Une journée ou deux d'enseignement hebdomadaire à la Sorbonne et deux sessions annuelles à l'université de Stanford plus quatre séances mensuelles à l'Académie française ne font pas de vous un Sarkozy, conférencier de luxe rémunéré 100 000 dollars de l'heure, ou même un Kouchner à 40 000 dollars (ce que ne cherche certainement pas à devenir le brave Serres, on le sait). Quant aux droits d'auteurs des bouquins, c'est fluctuant, une loterie, le jackpot n'est jamais garanti, même quand on tient le crachoir dans un micro de France Info tous les dimanches et qu'on est un chouchou des médias et invité dans n'importe quel débat, comme toutes les prétendues têtes pensantes, à dispenser ses mots sur tout et n'importe quoi et qu'on ne s'en prive pas (44 semaines après sa parution, *Petite Poucette* s'était déjà vendu à 110 000 exemplaires. À 9,50 euros le bouquin, en arrondissant les droits d'auteur à 10 %, ça ferait la coquette somme de 104 500 euros ; chiffres Édistat, mai 2013).

Philosophe médiatique, c'est (presque) un boulot à plein temps. Que je trouve déplacés (ou maladroits) les propos de Serres, c'est anecdotique, et je m'en foutrais comme de mon premier poil au pubis s'il ne profitait pas de la parole qu'on lui donne si fréquemment pour répandre quelques conneries dans le grand public (et sans que celui-ci ait connaissance de certaines de ses activités moins médiatisées).

Dans une interview au JDD, amené à réagir sur Fukushima, Michel Serres minimise le choc : « Il y a des catastrophes bien plus effrayantes dans l'histoire de l'humanité » et assène : « Pour le moment on n'a pas de solution de rechange au nucléaire. On peut tout arrêter, mais on revient à la bougie. »

Non ? Pas lui. Le grand philosophe, le sage, la belle tête blanchie qui te pond un bouquin sur *Petite Poucette* (rien de moins que le devenir de l'humanité, je crois) nous ressort le coup de la bougie (depuis le temps que tous les nucléophiles nous la sortent celle-là, elle doit être complètement fondue).

Et, comme exemple, il prend ses multiples déplacements qui, chaque semaine, l'amènent de Paris à Londres et à Bruxelles, faisant de lui un habitant heureux de

Palobru. Il emprunte donc l'avion (qui l'emmène aussi deux fois par an en Californie pour dispenser sa science aux étudiants américains). Par une sorte de raccourci fulgurant de la pensée, Serres laisse entendre que ses déplacements aériens ne pourraient pas être accomplis sans le nucléaire. Là, j'éprouve un peu de mal à suivre son raisonnement. Non seulement, c'est maladroit, Michel, ton bilan carbone, putain, fais un effort, mais tu viens de dire que « l'urgence (est) de limiter les émissions de monoxyde de carbone » et d'ajouter : « Pour le moment, l'énergie nucléaire est la plus propre. » Tu te trompes de source d'énergie, t'oublies juste que pour te transporter les avions ne carburent pas à l'électricité nucléaire mais à ce bon vieux pétrole, non ? Les transports (routier, aérien, maritime) sont une plaie et leurs dépenses énergétiques ne dépendent en aucune façon du nucléaire (citer le TGV ou l'Eurostar eût peut-être été plus probant (OK, pas évident pour traverser l'Atlantique)).

En guise de conclusion, il livre : « On ne vit plus dans le même espace. Regardez le Japon, le fait que l'on soit au courant, en temps réel, et de façon extrêmement précise de ce qui se passe à Fukushima, qui est au bout de mon jardin, cela aussi change tout. On est tous devenus voisins. » Désinvoltés paroles jetées au vent et qui ne coûtent rien. Si Fukushima était au bout de ton jardin, tu commencerais à perdre le peu de cheveux qu'il te reste et tu te préoccuperais plus du sort de tes voisins, car il serait aussi le tien. En fait, le Japon, c'est à l'autre bout du monde, il s'en fout et il ne sait pas ce qui se passe à Fukushima.

Ce que Serres se garde bien de dire, c'est qu'il fait des piges (j'ai failli écrire des pipes) à Areva depuis la « naissance » du groupe en 2001. Dans le document de référence *A Comme... Areva*, à la rubrique « Notre engagement éthique », figure la création d'un Comité scientifique et éthique qui « a pour mission d'engager des réflexions sur des sujets tels que la perception de la science et de la technologie par le public ou la place de l'entreprise dans son environnement ». En somme : comment se faire bien voir et accepter et modeler sa communication en conséquence. Maurice Tubiana en est le président et douze membres le soutiennent, dont Alain Touraine (auteur avec Ségolène Royal d'un impérissable *Si la gauche veut des idées*, et papa de Marisol, actuelle ministre de la Santé) et Michel Serres. En 2012, ce qui était le Comité scientifique et éthique s'est changé en Conseil d'orientation scientifique (qu'on se rassure, le Comité d'Éthique n'a pas disparu. Désormais il « veille à la conformité du groupe avec les meilleures pratiques internationales en matière de déontologie. Il examine les normes et les procédures établies par le groupe tant pour la société que pour ses filiales contrôlées directement ou indirectement en France et à l'étranger. » Dans le rapport annuel de 2013, une note stipule que « le Comité d'éthique s'est réuni deux fois avec un taux de présence de 100 % ». Mes plus vives félicitations : réunir DEUX fois par an trois membres et une secrétaire constitue une sacrée performance, je suis pétri d'admiration. Au passage, ça me plairait de connaître la fréquence des réunions du Conseil d'orientation scientifique et le montant des prestations de ses membres. Le « pauvre » Michel Serres fait pas ça gratos quand même ?) : « Il accompagne les réflexions du groupe sur les grands enjeux scientifiques et sociétaux liés au secteur de l'énergie et formule des recommandations au Président du Directoire. » Il est composé de six membres d'Areva et de douze membres extérieurs, parmi lesquels les inamovibles Maurice Tubiana, Alain Touraine et Michel Serres, rejoints par Erik Orsenna et Gérard Bronner (mais que le monde est petit, c'est presque trop beau pour être vrai). Attention ça bosse, ça cogite. En 2012, ces prestigieux personnages ont traité de : *la perception du risque nucléaire après Fukushima ; la*

situation du nucléaire dans le nouveau contexte ; l'économie de la transition énergétique ; l'avenir du stockage de l'énergie ; l'enjeu des faibles doses. En 2013, leurs thèmes de réflexion s'intitulaient : la situation perçue au Sahel ; le nucléaire, une industrie évolutive ; les contraintes politiques du débat sur la transition énergétique, comment peuvent-elles se transformer ? ; comment dire le nucléaire ; que serait une bonne loi sur le nucléaire ? ; note de synthèse des échanges sur la transition énergétique ; le projet français possible de loi énergétique dans la perspective du droit international.

Malheureusement, il est impossible de savourer le fruit de leurs cogitations. Rien que sur *La perception du risque nucléaire après Fukushima, L'enjeu des faibles doses et Comment dire le nucléaire*, j'aurais aimé en savoir davantage. Taper « perception risque nucléaire Fukushima » dans le moteur de recherche du site d'Areva m'affiche 5 438 résultats, et à « dire le nucléaire » j'en obtiens 4 865. Affiner ma recherche n'a rien donné de plus concluant (je suis un piètre détective). Pour ceux qui se disent les champions de la communication et de la transparence, c'est à coup sûr un oubli malencontreux.

Je suppose que si on vous demande de siéger à tel Comité ou Conseil, c'est que vous n'êtes pas un opposant farouche aux pratiques de ceux qui vous y invitent, sinon autant imaginer un comité d'éthique des bouchers inviter un végétarien autour de sa table pour discuter de la meilleure façon d'abattre les bovins. Une certaine complicité est indispensable entre les différents acteurs. Depuis plus de dix années à présent, Michel Serres émarge aux bons soins d'Areva. Alors quand il se fait le relais officieux du nucléaire, il serait peut-être bon d'informer ceux qui l'écoutent du caractère partial de ses interventions. Et je n'ai été nullement surpris de le retrouver parmi les dix-neuf membres composant la Commission de l'Innovation, pilotée par Anne Lauvergeon.

À la revue *Projet*, il confiait en 2003 : « toute ma génération s'est interrogée sur l'éthique de la science. [...] Je suis un fils d'Hiroshima. » À quel moment Michel Serres se serait-il arrêté de se poser les bonnes questions ? Lui, qui a suivi une filière scientifique, confiait au journal *L'Humanité* qu'il n'avait jamais été marxiste, car « les marxistes, à cette époque-là, soutenaient en science des thèses impossibles. Une sorte de déterminisme absolu (basé sur la physique quantique), et du coup, le “principe d'incertitude” soutenu par Werner Heisenberg (physicien), était hors-la-loi... » La physique quantique associée au déterminisme me semblaient incompatibles (puisque les effets quantiques ne peuvent pas être déterminés avant l'expérience et entraînent donc le « principe d'incertitude »), mais j'ai dû mal comprendre, je ne suis pas un scientifique comme Michel Serres et je ne suis pas aussi pauvre que lui.

On l'a vu, Erik “prix Goncourt 1998” Orsenna est l'un des membres externes du Conseil d'orientation scientifique d'Areva. Et comme Michel Serres, il siège à l'Académie française (depuis 1998, il a succédé au Commandant Cousteau, avec lequel il partage un amour du grand large (*Portrait du Gulf Stream ; Salut au Grand Sud*)).

En sus de ses activités littéraires (il pond un bouquin par an), Orsenna loue sa plume pour des ouvrages promotionnels pour Renault ou Airbus et se présente comme un « partenaire » des multinationales. Avec le département *Investment Partners* de la

BNP, il a créé le « cercle du développement durable » : « Un lieu d'échange, de réflexion et de débats sur les grandes thématiques du monde de demain et leurs impacts pour les investisseurs de long terme. »

En 2006, il monte la société Héaux, dont il est l'unique actionnaire. Les statuts sont explicites (on ratisse large) : « Toutes prestations de services, d'assistance, de formation, d'étude, de rédaction et de conseil aux entreprises dans le domaine de la communication, la représentation, l'image et l'identité de l'entreprise, la publicité, le parrainage et la promotion en général sous toutes ses formes et sous tous supports, existante et à venir. » En 2009, le chiffre d'affaires s'élevait à 93 000 euros et bondissait à 189 000 en 2010, jolie réussite.

Les casquettes d'Erik Arnoult (son vrai nom) sont multiples. Il est passé à l'Élysée sous Mitterrand, au Conseil d'État (il est toujours Conseiller honoraire), a participé à la *Commission Attali (Commission pour la libération de la croissance française)* qui a rendu son rapport en octobre 2010 à l'époux de Carla Bruni. Anne Lauvergeon était conviée à ce grand raout intellectuel. Les grands esprits (et serviteurs de l'État) se rencontrent, communiquent et bâtissent le monde de demain. Membre du Haut Conseil de la Francophonie et du conseil de surveillance de Telfrance (la société de production audiovisuelle derrière la série que le monde des séries TV nous envie, *Plus belle la vie*) et de bien d'autres structures, l'homme à la moustache rieuse et à l'œil pétillant (c'est ainsi qu'il apparaît toujours sur les plateaux télé) sait se montrer modeste en se qualifiant de « promeneur » à un forum du PS sur l'agriculture. Mais c'est loin de la France qu'il montre un autre visage. Invité à une conférence sur l'eau à la Chambre de Commerce et d'Industrie de Calcutta, celui qui écrit un « cycle » sur *L'histoire des marchandises* a stupéfait l'assemblée où se trouvait Laurent Fournier : « Pour lui, l'eau était aussi une marchandise comme le fer ou le blé. Il expliquait doctement que Calcutta ne résoudrait jamais ses problèmes d'eau tant qu'elle resterait gratuite. » En Inde où « faire payer l'eau [...] serait aussi incongru, incompréhensible, que refuser un sourire ou faire payer pour serrer la main ! » Un ami de l'humanité, Peter Brabeck, le PDG de Nestlé (plus grand groupe alimentaire mondial), ne disait pas autre chose : « La question est de savoir s'il faut privatiser ou non l'alimentation en eau. [...] L'eau est une denrée alimentaire et, comme toute denrée, elle a une valeur marchande. Il est préférable, selon moi, de donner une valeur à une denrée afin que nous soyons tous conscients qu'elle a un coût et qu'on prenne des mesures spécifiques pour les franges de la population qui n'ont pas accès à cette eau. » C'est une insulte aux 900 millions de personnes privées d'accès à l'eau potable et aux 2,5 milliards qui croupissent dans leurs eaux usées, faute d'un système d'évacuation, mais, venant d'un homme qui déclare « Le bio n'est pas meilleur » et dont la marque a mené une campagne intensive en Afrique pour que les mères cessent d'allaiter et privilégient le lait industriel, on n'est pas surpris.

L'agriculture est aussi au cœur des préoccupations d'Orsenna. Il est le vice-président du Conseil d'Administration de la FARM (Fondation pour l'Agriculture et la Ruralité dans le Monde), où figure, parmi ses onze membres, cet ardent défenseur du monde agricole, Xavier Beulin, le président de la FNSEA. Le Crédit Agricole SA, GDF Suez, Casino, Limagrain-Vilmorin, Air France, l'Agence Française pour le Développement, tous des amis de la nature, sont les six fondateurs de cet exemplaire organisme. On en sait plus sur l'idée que se fait Orsenna de l'agriculture en l'écoutant parler au titre de *Grand Témoin* au Forum des idées consacrées à l'agriculture, organisé par le PS en

juin 2010 : « est-ce qu'on peut nourrir 9 milliards d'êtres humains avec une agriculture exclusivement bio ? Je réponds : non. Donc, il faudra des engrais et des pesticides. Certes le moins possible. » Pro-OGM, il prêche contre « le retour de la "sainte ignorance" du Moyen Âge ». Comme nombre de ses amis, il remet en question le principe de précaution : « Il y a [...] quelque chose que je voudrais relancer : le goût du risque. Il y a des risques... et alors ? » Oui, et alors !?

L'eau, le premier des biens, ressource indispensable. À notre minuscule niveau, quotidien, quand on pense au scandale de l'eau des toilettes, on pisse et on chie dans de l'eau propre. Une fois polluée, on l'élimine en déversant d'autres litres d'eau propre. Quelle perte, quel gâchis. J'ai résolu une partie du problème (la plus facile) : je pisse dans le lavabo et sous la douche (ah oui, quand je veux, je suis un type assez radical ; une fois, j'ai bien tenté de chier dans la cabine de douche, mais le résultat n'a pas été à la hauteur de mes espérances. Je crois que j'ai gaspillé plus de flotte pour me débarrasser de l'encombrant paquet que si j'avais sagement posé ma pêche dans la cuvette des chiottes et j'ai perdu beaucoup de temps à récurer la céramique. À moins de chier liquide, je déconseillerais cette option).

Un des meilleurs relais des cercles nucléophiles est le sociologue Gérard Bronner. Lui a proposé de « réenchanter le risque » (*La planète des hommes*). Comme c'est touchant et joli (avec une pointe d'oxymore). À l'instar de Lauvergeon, il considère que le principe de précaution n'est qu'un frein à l'avancée inéluctable du progrès et de la technologie. Pour donner plus de rigueur à ses arguments, il a ainsi modélisé mathématiquement le pari que représente le principe de précaution qui tient dans cette formule : $(p1 \times B) + (p2 \times C) > 0$; ça en jette, la patine scientifique, on est impressionné, je suis bluffé (« B représente les bénéfices que l'on tire de l'application d'une innovation et $p1$ la probabilité de chances que cette application tienne ses promesses. C [...] représente les coûts impliqués, eux-mêmes pondérés par $p2$, probabilité que ce que l'on craint se concrétise »). Comme le monde est simple entre les mains de notre expert qui ajoute : « Selon la pure rationalité, c'est un calcul de ce genre auquel il faudrait procéder (lorsque cela est possible) pour bien juger face au risque » (le jour où on mettra la pure connerie en équation, « lorsque cela sera possible », B comme Bronner représentera le seuil à partir duquel celle-ci devient irréversible). Bronner, c'est le genre de type pas hautain qui trouve « profitables à la vie collective » les consultations citoyennes sur « la nécessité d'implanter un panneau de signalisation [...], l'urgence de restaurer le mobilier urbain », mais pour le reste (entendez les grands défis) « elles servent de catalyseur et de justification démocratique aux égarements de notre esprit face au risque ». Laissons les spécialistes trancher les sujets épineux et controversés : « Les professionnels ont autre chose à faire que de discuter de façon vaine avec [...] des profanes », dit Bernard Lerouge. C'est vrai qu'il est préférable de consulter le professeur Bronner sur « L'enjeu des faibles doses », qu'il a étudié avec ses comparses au sein du Conseil d'orientation scientifique d'Areva ; on se doute bien que ses compétences en épidémiologie, biologie cellulaire, radiologie ou biochimie (sans oublier la toxicologie, l'expologie ou l'écotoxicologie), qui font l'admiration de tous à l'Université de Strasbourg (du petit personnel au doyen) où il enseigne (quoi déjà ? ah oui, la sociologie), lui permettent d'échapper « au conformisme cognitif et idéologique » de ses semblables. C'est que lui, le sociologue Bronner, est d'une autre trempe intellectuelle et réflexive (un aigle de l'esprit) que le

citoyen lambda à la vue courte et basse (un mouton myope). La piétaille a besoin de guides certifiés et qualifiés. Quand les autorités publiques évoquent la tenue d'un débat sur la « politique énergétique de long terme », elles disent qu'il « serait sans doute difficile à organiser en raison d'un **décalage important entre les “experts”** (dont la légitimation fait toujours question : légitimation par l'expérience professionnelle dans le secteur, par les diplômes obtenus, par la reconnaissance académique dans l'Université, par l'association fréquente à des comités sous l'égide de l'administration, par des responsabilités dans des associations, par une reconnaissance dans les médias...) **et le grand public qui est pourtant concerné directement dans sa vie quotidienne** par les questions de l'énergie : habitudes, confort, déplacements, factures d'énergie... »

— Une catastrophe à la japonaise n'est pas possible en France, a claironné Claude Allègre d'un ton qui ne supporte pas la réplique.

Dans son livre *Faut-il avoir peur du nucléaire ?*, Allègre enfonce un clou bien français : « Nos techniciens sont beaucoup plus compétents que les Japonais. » On ignore sur quels critères se base son évaluation. « Nos centrales sont entretenues avec un tel soin qu'elles n'ont plus rien à voir avec les centrales construites initialement. Sauf la cuve et l'enceinte extérieure, tout a été changé, et certains organes plusieurs fois. » Il doit être l'un des derniers à pouvoir tenir de tels propos. Allègre, c'est un bloc d'assurance. Il ne croit pas à la physique quantique (« Ce n'est pas un modèle, ça va passer de mode »), réfute le principe de précaution, et conteste la thèse du réchauffement climatique. Quand il a quelque chose à dire, il le dit haut et fort, le torse bombé, l'air implacable. Un personnage pas facile à déstabiliser car « quelqu'un qui présente ses opinions sur un ton de conviction inébranlable perdra difficilement son prestige, en dépit de la fréquence d'erreurs patentes » (Hannah Arendt).

Les clichés ont (toujours) la vie dure, Allègre y va du sien : « Il n'y a aucune industrie, aucune activité humaine qui ne comporte pas une part de risque. Prendre sa voiture le dimanche est un risque beaucoup, beaucoup plus élevé que le nucléaire. » Si je prends le volant et que je me plante contre un arbre ou une autre bagnole, c'est une tragédie individuelle (ou plusieurs tragédies), un instantané tragique du quotidien, mais quel impact a-t-il sur la vie d'une immense communauté et le territoire qu'elle occupe ? Après une brève dans le journal local, le fait tombera aussitôt dans l'oubli (bien que mes proches me pleureront longtemps, des larmes de crocodile, grosses comme des noyaux d'avocat). Et on peut accumuler autant d'accidents que l'on veut (et une statistique de plus, une), leur somme ne donnera jamais rien de comparable, à aucun moment, avec les retombées d'une catastrophe nucléaire. Pour l'année 2013, on dénombre 3 268 tués à 30 jours, et on n'appelle pas ça une catastrophe. Ça n'oblige personne à changer de vie (tout au plus à essayer de se montrer plus prudent).

Ma voix étant modeste, j'ai trouvé un appui solide dans celle de Sakharov (et j'en ai éprouvé de la satisfaction, j'avoue même que j'ai eu un petit frisson d'excitation) : « On cite souvent l'exemple des victimes de l'automobile. Mais cette analogie n'est ni exacte ni justifiée. [...] les accidents (automobiles) ne sont le fruit que de négligences, passibles de poursuites pénales. Les accidents provoqués par les essais nucléaires sont, eux, une conséquence inévitable de chaque explosion. Selon nous, le problème évoqué présente une particularité morale : le crime reste totalement impuni, car dans chaque cas concret de décès on ne peut prouver son origine radioactive ; en outre, nos descendants seront entièrement sans défense face à nos actions. » Inutile d'ergoter et

de me chercher des poux dans la tête, ce qui est valable pour l'usage militaire s'applique à l'usage civil dans les catastrophes nucléaires.

Dans *L'imposture climatique*, Allègre fait preuve de tant de mauvaise foi et de manipulations que Stéphane Foucart l'a corrigé dans *Le Monde*. Des publications sont inventées de toutes pièces, des graphiques sont falsifiés, les spécialistes américains du climat sont des présentateurs météo sur les chaînes TV, un autre spécialiste, Tech, est une confusion avec Georgia Tech, le *Georgia Institute of Technology*. Le GIEC, le Groupe Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat est rebaptisé Groupement International pour l'Étude du Climat, et qualifié de « système mafieux ». Ils sont très nombreux, scientifiques et journalistes, à recalculer le livre. Une telle somme d'erreurs et de contrefaçons a indigné plus de 400 scientifiques qui ont signé un appel adressé à Valérie Pécresse, ministre de la Recherche en 2010.

Allègre n'en était pas à son coup d'essai. Dans *Un peu de science pour tout le monde*, Joël Martin, physicien du CEA à la retraite, a relevé un nombre d'erreurs ou d'approximations qu'il a consignées dans une lettre adressée à l'auteur et à l'éditeur (restée sans réponse) : « Prises une à une, ces fautes passeraient inaperçues. Mais ce qui est remarquable, c'est la densité d'erreurs par ouvrage et le refus de les corriger. »

En novembre 2012, sous l'égide de la *Fondation Écologie d'Avenir*, s'est tenu un colloque intitulé *Le nucléaire du futur*. La Fondation « a pour but d'encourager l'écologie positive et la croissance verte ». Passons sur la suggestion d'une écologie « négative » (que serait-elle ?), le colloque était dirigé par Pascal Colombani et Robert Klapisch (Colombani, parmi ses nombreuses fonctions, a été administrateur général du CEA de 1999 à 2002 et président du conseil de surveillance d'Areva de 2001 à 2003. Au CEA, il est de ceux qui ont initié Gen IV et l'Iter. Sur le site de la Fondation, le physicien Klapisch (le papa de Cédric) a donné une interview, *Oui le nucléaire a un avenir*). La conclusion est revenue à Claude Allègre, qui est le fondateur de cette belle œuvre humanitaire abritée par l'Institut de France.

« Il s'exprime [...] souvent sur des sujets sur lesquels il n'a jamais travaillé. C'est son droit de citoyen, mais utiliser son prestige pour s'exprimer, comme s'il relevait de sa compétence, sur un domaine qui n'est pas le sien, n'est pas une bonne pratique. » Ces reproches qu'adresse à Claude Allègre le physicien Édouard Brézin, ancien président de l'Académie des sciences, peuvent s'appliquer à ses valeureux collègues nucléophiles Serres et Orsenna. Ils occupent le terrain, se font les porte-paroles clandestins du courant dominant (dans le nucléaire et sur d'autres sujets) sans que personne (ou presque) n'y trouve rien à redire.

Comme il y a des empoisonneurs de puits, il y a des empoisonneurs de dialogue.